Clio. Femmes, Genre, Histoire

9 | 1999

Femmes du Maghreb

Femmes du Maghreb

Agnès FINE et Claudine LEDUC

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/clio/280>

DOI: 10.4000/clio.280

ISSN: 1777-5299

Publisher

Belin

Printed version

Date of publication: 1 April 1999

ISBN: 2-85816-461-4

ISSN: 1252-7017

Electronic reference

Agnès FINE et Claudine LEDUC, "Femmes du Maghreb", *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [Online], 9 | 1999, Online since 23 September 2019, connection on 23 April 2022. URL: <http://journals.openedition.org/clio/280> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/clio.280>

This text was automatically generated on 23 April 2022.

Tous droits réservés

Femmes du Maghreb

Agnès FINE et Claudine LEDUC

- 1 L'actualité, comme toujours, suscite la réflexion historique. Devant le déchaînement de la violence en Algérie, *CLIO* avait programmé, dès sa fondation en 1995, un numéro consacré aux *Femmes d'Algérie* où se seraient exprimés des chercheurs (euses) d'Algérie. C'était pour son comité de rédaction une façon de dire, comme il le pouvait, sa solidarité à ceux qui vivaient dans la quotidienneté de la terreur. Il a demandé à Djamila Amrane, titulaire depuis 1994 du poste d'« Histoire des Femmes et des féminismes » à l'Université de Toulouse-Le Mirail après avoir été enseignante universitaire en Algérie, de bien vouloir l'aider à réaliser son projet. Les contributions réunies ici procèdent d'un choix scientifique qui a profondément modifié l'orientation initiale du numéro et lui a valu d'être libellé *Femmes du Maghreb*. Il n'y est pas question, en effet, de l'Algérie, mais du Maghreb considéré comme un ensemble géographique, historique et culturel : il y a volontairement équilibre entre les articles concernant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Au lieu de se concentrer sur les événements de l'Histoire immédiate, les travaux transmis s'insèrent dans une longue chronologie et font apparaître des caractères qui semblent avoir résisté à l'usure du temps.
- 2 Refuser de mettre en oubli dans l'étude des *Femmes du Maghreb* le passé le plus ancien, c'est assumer toute l'histoire de cette vieille terre d'Afrique et rappeler à ceux qui ont pour programme politique de l'oublier et de le faire oublier qu'entre Méditerranée et Sahara se sont surimprimées sans jamais se détruire plusieurs civilisations et que la référence à leur extraordinaire feuilletage s'impose dès qu'il est question d'identité culturelle. Le comité de rédaction aurait souhaité que toutes les périodes de l'histoire soient représentées dans ce recueil et qu'il y ait en particulier des contributions portant sur le temps des origines, sur la cité de Carthage et sur les royaumes numides. La publication concomitante de son ouvrage sur *Tassili des Ajjers. Aux sources de l'Afrique 50 siècles avant les pyramides* n'a pas laissé le temps à Malika Hachid de participer à ce numéro. Carthaginoises et Numides n'ont pas suscité d'articles. S'agit-il d'un hasard ? Peut-être la recherche n'est-elle pas encore allée au-delà des figures emblématiques de la reine Didon et de la si belle et si cultivée Sophonisbe. L'histoire commence donc dans *Femmes du Maghreb* avec l'article de Leïla Ladjimi Sebaï sur les Africaines au II^e et au III^e siècle de notre ère. Son article développe un thème déjà abordé dans sa thèse soutenue

en 1977 – *La femme en Afrique à l'époque romaine à travers la documentation épigraphique* – mais laissé en sommeil : les sources donnent des Africaines deux images contradictoires d'une troublante actualité ; alors qu'elles sont représentées comme de chastes et vertueuses épouses/mères/ménagères dans les épitaphes et les inscriptions honorifiques, le païen Apulée et le chrétien Tertullien tiennent un discours sur leur dévergondage que ne sauraient désavouer les intégristes d'aujourd'hui.

- 3 Privilégier la parole des historiens (nes) du sud de la Méditerranée dans *Les femmes du Maghreb* relève aussi d'un choix scientifique. Il a été retenu pour deux raisons. Avec *Femmes d'Afrique* prédominait, et pour cause, l'analyse de sources écrites construites par et pour le colonisateur français. Il a donc semblé souhaitable que dans ce numéro, puisque l'état de la documentation le permettait, la place la plus large soit faite à des sources écrites autochtones et à une écriture de l'histoire affranchie des pré-constructions établies par l'Autre. Il était à prévoir que cette orientation allait mettre à l'écart les Européennes fixées au Maghreb à l'époque coloniale. Mais leur absence n'a pas paru rédhibitoire dans la mesure où deux ouvrages écrits par des collègues et amies leur faisaient déjà une grande place : *La femme au temps des colonies* d'Yvonne Knibiehler et Régine Goutalier ; *Des Français au Maroc* d'Yvonne Knibiehler, Geneviève Emmery, Françoise Leguay. L'article de Jocelyne Dakhli – « Entrées dérobées : l'historiographie du harem » – montre, de façon exemplaire, à quel point il est difficile d'étudier dans sa réalité un « objet historique » pré-construit tant par l'imaginaire occidental que par la norme religieuse. Espace clos et secret, le harem des sultans et des princes ottomans est un espace mythique, dont il convient sans doute de repérer « les entrées dérobées » en pratiquant, comme le suggère l'historiographie de la question, la problématique des « regards croisés ». Mais pour Jocelyne Dakhli une approche de ce type ne prend tout son sens « qu'au sein d'une recherche d'histoire sociale ». Elle en aborde au reste l'esquisse dans le paragraphe qu'elle consacre au harem du sultan du Maroc Moulay Isma'il. C'est une recherche d'histoire sociale à partir d'un travail d'archives que présente Isabelle Grangaud qui vient de soutenir sa thèse intitulée *La ville imprenable. Histoire sociale de Constantine au XVIII^e siècle*. Il lui suffit de commenter les quelques lignes de l'acte juridique d'un *qâdhî* de Constantine pour montrer comment, au XVIII^e s., une femme pouvait utiliser les contradictions de la coutume et du droit islamique pour échapper à un mariage imposé par son tuteur matrimonial. Est-ce à dire que le droit islamique était plus favorable aux femmes que la coutume ? Pour Isabelle Grangaud, il s'agissait moins dans ce jugement du sort des femmes que du triomphe de la *chari'a* sur la coutume.
- 4 Les mouvements nationalistes ont-ils donné plus de visibilité aux femmes du Maghreb ? Ils ont consacré quelques figures de proue du passé comme par exemple, en Algérie, celle de Fadhma n'Soumeur. Melha Benbrahim a croisé des documents – un poème épique en langue berbère et des relations écrites par des Français – concernant cette héroïne de la résistance de la Kabylie à la conquête française, une héroïne dont le mythe se perpétue de nos jours par le biais des toponymes, de la poésie orale et des aphorismes. En 1995 Fadhma n'Soumeur a accédé au statut de résistante nationale et ses restes ont été inhumés dans le Carré des Martyrs de la Révolution. Mais l'histoire officielle tarde à reconnaître la place des femmes dans les mouvements de libération nationale. Ici, comme ailleurs (le premier numéro de *CLIO Résistances et Libérations* en témoigne), il faut toute la détermination des historiennes pour leur restituer leur visibilité. Assia Benadada s'y emploie à propos du mouvement nationaliste marocain : elle y associe biographies et témoignages des survivantes et participe ainsi à la

constitution d'archives orales infiniment précieuses. Restituer aux femmes la place qu'elles ont eue dans la guerre de libération de l'Algérie a été l'enjeu des travaux de Djamila Amrane – travaux dont Claude Lianzu rend compte dans ce numéro – de sa thèse publiée en 1991 sous le titre *Les femmes algériennes dans la guerre* comme d'un ouvrage plus récent essentiellement constitué de témoignages *Des femmes dans la guerre d'Algérie*. Nous lui avons suggéré d'interroger à nouveau une de ses anciennes interlocutrices – Fatma Baïchi –, une citadine (Alger) dont le récit au fil des jours de l'engagement dans le combat pour l'indépendance révélait le courage et la modestie, et de mettre en parallèle l'entretien d'hier et celui d'aujourd'hui. Ils figurent tous deux dans la rubrique « Témoignages ». Djamila Amrane y a joint une notice biographique et un poème de Fatima Hakem, une paysanne plus âgée, combattante elle aussi de la guerre d'indépendance.

- 5 L'histoire récente donne de la Tunisie une image originale, celle d'un pays du Maghreb qui aurait réussi la synthèse des différentes composantes de son histoire politique et culturelle. L'article que Nouredine Sraïeb consacre à Tahar Haddad qui fut, dans les années 30, à la fois syndicaliste, féministe et réformiste, suggère de mettre cette spécificité tunisienne en rapport avec un mouvement nationaliste ouvert à la modernité et avec l'engagement très tôt commencé de militants comme Tahar Haddad. Si ses publications sur le statut et le rôle à donner aux femmes de son pays lui valurent en son temps l'opprobre des autorités universitaires et la misère, quasiment toutes ses suggestions furent reprises en 1956 dans le « Code du statut personnel » qui détermine les devoirs et les droits des Tunisiennes : il fut, dit l'auteur, « le précurseur de la nouvelle génération politique des années trente dont firent partie Bourguiba et ses compagnons ». Ce n'est, au reste, pas un des moindres paradoxes de la Tunisie actuelle que « son féminisme institutionnel ». Sophie Bessis en fait l'historique, en démonte les mécanismes et met en évidence sa fonction idéologique. Elle explique que lié à la rupture du régime avec les Islamistes en 1991, le nouveau discours sur la modernité ne cesse d'associer l'émancipation des femmes à la glorification du « prestigieux passé antique » du pays : on insiste sur « la pluralité des sources de la personnalité tunisienne et sa diversité culturelle qui en constituerait dans la nouvelle vulgate une de ses principales richesses ». Ainsi apparaissent clairement les enjeux politiques d'une certaine construction de l'histoire nationale qui se propose comme référence identitaire face à la conception d'un passé exclusivement arabo-islamique.
- 6 Cette analyse du nouveau discours tunisien sur la modernité donne tout son sens au regroupement de plusieurs articles du dossier sous le titre « La création littéraire ». Si Djamila Amrane a tenu à ce qu'il soit question dans ce numéro des œuvres chantées ou écrites par des poétesses et des romancières maghrébines dans les trois langues pratiquées au Maghreb¹ – l'arabe (littéraire et dialectal), le berbère et le français –, c'est parce que la littérature a toujours été le champ privilégié de l'expression des femmes et de leur visibilité et parce que la reconnaissance du multilinguisme relève d'un projet politique essentiel qui concerne tous les démocrates. Le chanteur kabyle Lounès Matoub n'a-t-il pas été assassiné au mois de juillet 1998 au moment de l'entrée en vigueur de la loi ordonnant la généralisation de l'usage de la langue arabe dans la vie publique ? Tassadit Yacine montre à quel point est fort et ancien le lien qui associe les femmes à la poésie orale de langue berbère en Kabylie comme au Maroc. Dans chaque village de Kabylie, dit-elle, il existait une ou plusieurs poétesses dont la fonction était parfaitement reconnue. Analphabètes, ces femmes composaient et déclamaient – comme le fait encore aujourd'hui Fatima Hakem – mais dans des registres spécifiques

définis par la communauté. Il est possible que cette tradition explique l'émergence actuelle d'une chanson féminine en langue berbère représentée entre autres par Nouara Bali originaire de Kabylie et par Fatima Tabaâemrant originaire des Aït Baârem. Leurs poèmes expriment la solitude, l'exil, le malheur d'être femme, mais aussi le combat et la résistance : il ne s'agit donc plus d'une parole féminine réglée par la communauté, mais d'une quête de soi. À partir des années 80, des femmes ont commencé à écrire des poèmes en langue arabe. Il appartient à Zineb Laouedj, une de ses éminentes représentantes, d'exposer la richesse et la portée symbolique et politique de ce mouvement littéraire. Pour une femme écrire des poèmes dans la langue sacrée du Coran, c'est revendiquer son identité féminine, proclamer son refus du rôle prescrit par la tradition, s'intégrer dans un espace social dont elle a toujours été exclue, se situer dans la continuité d'une tradition ancestrale et montrer que la langue de la religion peut être aussi celle d'une poésie profane. Au reste le seul fait d'écrire indifféremment en arabe ou en français est pour une femme une manière de transgresser la violence imposée. C'est ce que montre l'analyse pleine d'émotion contenue que fait Soumya Ammar Khodja de l'extraordinaire floraison d'ouvrages en prose écrits ces dernières années par des Algériennes : chroniques, témoignages, récits de vie, essais, entretiens, romans. Il s'agit, comme le dit si pertinemment l'auteur, d'« écritures d'urgence » qui s'inscrivent, sur fonds de violence et de terreur quotidiennes, dans l'espoir de participer à la constitution d'une mémoire. Cris de désespoir, retours sur une jeunesse heureuse dans un pays chaleureux aux étrangers et ouvert à la culture française, réflexions sur la condition faite aux femmes et sur leur solitude, sur la Mort et les morts, ce sont les thèmes que les femmes abordent passant tout naturellement – ou au contraire en proie aux affres de la contradiction – de leur langue originelle à celle de l'ancien colonisateur. Le parcours linguistique d'Assia Djebar, la romancière algérienne actuellement la plus célèbre, est à ce propos particulièrement significatif. Il a été analysé par Vera Lucia Soares dans un ouvrage dont Rachel Soihet rend compte ici *A escritura dos silencias. Assia Djebar e o discurso do colonizado no feminino*. Assia Djebar, qui avait commencé à écrire en français, a renoncé pendant plus de dix ans à manier la langue de l'opresseur et trouvé dans le cinéma le moyen de retrouver sa culture et de créer dans la langue de ses origines. Elle constate aujourd'hui que seul le français lui permet de rendre compte du regard critique qu'elle porte sur ce qu'est devenue l'Algérie : la langue de l'opresseur est paradoxalement devenue celle de la liberté.

- 7 Puisqu'il n'y est pas question de création, mais d'images féminines, l'étude de Leila Messaoudi sur les figures de femmes que façonnent et charrient les contes populaires marocains a trouvé sa place dans la rubrique « Regards complémentaires ». Ces vieilles histoires – sauf exception comme celle de *L'arroseuse de basilic* – ne sont pas clémentes envers la gent féminine dont elles dénoncent volontiers les haines intestines et les vengeances féroces. Mais l'auteur de se demander s'il ne convient pas de faire de cette misogynie une lecture « en creux » et de voir dans le déchaînement de la violence des femmes, une violence toujours circonscrite à la maisonnée, leur profonde aversion de la polygamie et de la structure familiale qu'elle impose. L'article de Simon Katzenellenbogen est une analyse comparée, diachronique et globale, du rapport femmes/racismes dans les empires coloniaux mis en place à l'époque moderne, et tout particulièrement dans les empires coloniaux britannique et français. Certes *Femmes du Maghreb* s'intéresse plus aux mouvements nationalistes, aux régimes institués au lendemain de l'indépendance et à leurs nouveaux codes qu'aux effets du colonialisme et

du racisme de l'Autre sur la condition des Maghrébines, mais il n'en est pas moins vrai que la conquête et l'occupation françaises constituent l'arrière plan plus ou moins obsédant de bien des études. En offrant une ouverture sur d'autres pays, d'autres colonisateurs et d'autres colonisés, l'article de Simon Katzenellenbogen permet de les mettre en perspective.

- 8 Pour que ce numéro puisse être comme ceux qui l'ont précédé un instrument de travail, nous avons demandé à des spécialistes engagés dans des travaux sur les femmes du Maghreb de présenter un « état de la recherche » dans leur pays d'origine. Certes les chercheurs ont à leur disposition la base documentaire informatisée concernant les recherches en sciences sociales sur les femmes dans le monde arabo-musulman constituée par l'IREMAM² et l'ouvrage essentiel de Mireille Paris *Femmes et sociétés dans le monde arabo-musulman. État bibliographique*. Mais il s'agit dans les deux cas du Machreq, et d'un Machreq élargi à ses marges, le Soudan, l'Iran et la Turquie. Une présentation de la recherche en ses différents foyers n'était donc pas sans intérêt. Zoubida Haddab a accepté de faire le point pour l'Algérie, Amina Benmansour pour le Maroc, Dalenda Larguèche pour la Tunisie, Mildred Mortimer pour les États-Unis. Dans les trois pays du Maghreb les recherches sur les femmes ont été impulsées par la politique du développement économique et social, ce qui explique sans doute leur financement. Aussi ont d'emblée été foisonnants les travaux associant enquêtes de terrain et réflexion théorique sur l'éducation des filles conçue comme le fondement de leur émancipation, sur l'entrée des femmes dans le monde du travail salarié, sur le travail domestique. Un peu plus tardive l'approche socio-politique et anthropologique de la question féminine est à mettre en rapport avec le problème que pose la modernité à la famille musulmane, depuis longtemps nucléaire au Maghreb. Nombreuses sont les enquêtes de terrain qui étudient les femmes dans leur environnement socio-culturel³. Le fait le plus nouveau, c'est la multiplication des centres de recherche universitaire sur les femmes, des centres toujours pluridisciplinaires et, tient à préciser Amina Benmansour pour le Maroc, des centres qui sont animés par des chercheurs des deux sexes. Il en existe plusieurs en Algérie et celui de Constantine a eu l'heureuse initiative de nous envoyer une brève notice sur ses activités⁴.
- 9 Ce numéro qui ne concerne pas un thème historique, mais une aire à la fois géographique et socio-culturelle a été pour notre revue l'occasion appréciable de prendre une certaine distance vis-à-vis de problématiques et d'objets historiques plus ou moins inconsciemment « européenocentristes » et de nouer des contacts avec des réseaux et des chercheurs très actifs que nous remercions très chaleureusement de leur contribution et qui, nous l'espérons, poursuivront leur collaboration avec notre revue.
- 10 Pour le comité de rédaction, les coordinatrices du numéro.

NOTES

1. Il convient de rappeler les articles du journal « Le Monde » du 13 novembre 1998 : « Maghreb : le difficile partage des langues » par Catherine Simon, journaliste ; « Algérie, contre le diktat

linguistique » par Jamel-Eddine Bencheikh, spécialiste de littérature arabe médiévale et universitaire. Ce dernier écrivait alors : « Les Algériens sont arabophones, berbérophones et francisants. Nul ne saurait les priver d'un trésor accumulé par l'histoire au prix de multiples souffrances. Ils ont le droit de le faire fructifier pour communiquer entre eux et avec le monde et penser leur modernité ».

2. IREMAM : Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabo-Musulman, Université d'Aix-Marseille 1&3. Mireille Paris a établi sa bibliographie à partir de la base documentaire constituée par l'IREMAM. Elle y a ajouté, pour le Maghreb, les données de la documentation informatisée du CRESM (Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes). Publié en 1989, son ouvrage est le n°9 de la collection *Travaux et Documents de l'IREMAM*. L'auteur signale qu'elle a spécialement pris en compte les données repérables et disponibles en France et son travail est à ce propos d'une telle qualité qu'une mise à jour ne peut être faite que par elle.

3. À l'occasion de « l'année du Maroc » (1999), les Toulousains pourront aller à la rencontre d'écrivains marocains et dialoguer avec la journaliste Zakya Daoud (*Féminisme et politique au Maghreb*, 1994, rééd. Eddif 1997), et *Marocains de deux rives*, l'Atelier, 1997) et la romancière Rachida Yacoubi (*Ma vie, mon cri*) ainsi qu'avec la sociologue Soumia Guessous, auteur d'une thèse *Au-delà de toute pudeur* où elle rend compte d'une enquête sur la sexualité féminine.

4. Ce centre a été à l'origine de journées d'études organisées par le laboratoire « Histoire des femmes en Méditerranée » dirigé par F.Z. Guechi (historienne), Souad Bendjaballah (juriste), Bouba Medjani (médiéviste) et Ouanassa Slari Tengour (historienne). Le groupe fonctionne en tenant régulièrement des tables rondes et compte organiser un colloque à la fin de 1999 sur le thème « Femmes et politique ».